

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 31 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOFIDEL FRANCE

112 rue de Matel
42300 Roanne

Références : UID4243-EAR-23-289

Code AIOT : 0006103394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 juillet 2023 dans l'établissement SOFIDEL FRANCE implanté 112 rue de Matel 42335 Roanne. L'inspection a été annoncée le 16/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée suite à un incendie survenu sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFIDEL FRANCE
- 112 rue de Matel 42335 Roanne
- Code AIOT : 0006103394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Sofidel de Roanne est spécialisé dans la fabrication de papier toilette et essuie tout à partir d'ouate de cellulose.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conséquences et suites de l'incendie du 15 juillet 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Incendie local électrique	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R 512-69	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite des installations a permis de constater que l'incendie a été limité à des équipements électriques et ne semble pas avoir eu de conséquences environnementales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incendie local électrique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. « Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le samedi 15 juillet 2022, l'astreinte de la DREAL Auvergne Rhône-Alpes a été prévenue par le SIDPC de la Loire à 8h40 d'un incendie survenu au sein de l'entreprise. Les premières informations recueillies faisaient état d'un départ de feu dans un local électrique, maîtrisé par les pompiers et sans conséquences sur le voisinage.</p> <p>Le lundi 17 juillet, un échange téléphonique entre l'exploitant et l'inspection a permis de faire un point rapide de la situation et une visite des installations a été programmée pour le mercredi 19 juillet. Cette visite, objet du présent rapport, a permis de recueillir les informations suivantes :</p> <p>L'incendie s'est déclenché au niveau d'un local technique électrique disposant de 3 étages.</p>

Une première alarme a été générée suite à une détection dans les étages. Le personnel de l'entreprise (qui fonctionne en 3x8) s'est déplacé et n'a rien constaté après avoir ouvert les "armoires électriques". Le technicien de maintenance a été prévenu.

Une deuxième alarme s'est ensuite déclenchée au rez de chaussée suite à une détection de fumées. Le personnel du site, dès la levée de doute, a contacté les pompiers qui sont arrivés sous un délai de 10 minutes. En parallèle, le technicien de maintenance a mis les installations en sécurité en coupant les utilités.

10 minutes après leur arrivée, les pompiers avaient maîtrisé l'incendie avec de la mousse. Cette dernière a été contenue à l'intérieur du local (absence de traces à l'extérieur). De l'absorbant (terre de diatomée) a ensuite été utilisée pour la collecter.

Les équipements à l'origine de l'incendie sont des armoires de condensateurs.

La visite des installations a permis de constater que l'incendie a été contenu et très localisé. Seules les armoires abritant les condensateurs concernées par l'incendie et les départs de câbles associés ont été détruits. Ces condensateurs avaient été changés en 2020-2021 et avait fait l'objet d'un contrôle par thermographie en avril 2023, celui-ci n'avait pas révélé d'anomalie.

L'incendie ne s'est pas propagé aux autres équipements présents au niveau du RDC du local, notamment les transformateurs. La fumée s'est propagée dans les étages.

Ces dégâts sur les installations d'alimentation en électricité ne permettent pas de redémarrer la machine de production de papier (cet atelier n'est plus alimenté en électricité), l'activité de transformation a pu quant à elle être rapidement remise en service.

Le système de détection incendie est maintenu en état de fonctionnement (excepté la zone où la détection a été déclenchée qui est shuntée) et le sprinklage est opérationnel.

Les déchets générés par l'incendie (mousse, armoires des condensateurs, palettes bois) ont été rassemblés et entreposés dans une zone identifiée, à l'abri de la pluie.

L'exploitant a indiqué avoir contacté des entreprises extérieures pour la remise en état des installations.

Il espère une réparation des installations d'alimentation en électricité sous un délai de 1 semaine. Un délai plus long (2 à 3 semaines) serait nécessaire pour nettoyer les fumées qui se sont propagées dans les locaux.

Ces opérations sont indispensables avant la remise en service de la machine de production de papier.

Compte tenu de la période d'arrêt prolongée de la machine de production de papier, l'exploitant a été contraint de vidanger les "cuviers", les effluents ont été rejetés au réseau d'eaux usées communal sans qu'aucun prélèvement ne puisse être réalisé (préleveur non alimenté en électricité). Ce rejet étant susceptible de contenir des MES, l'exploitant a prévenu le gestionnaire de la STEP urbaine. A la date de la visite, ce dernier n'avait pas signalé avoir rencontré de difficultés.

Observations : L'inspection demande à l'exploitant d'établir, sous un délai de 3 mois, le rapport d'accident tel que prévu par l'article R 512-69 du code de l'environnement. En particulier, l'attention de l'exploitant est attirée sur les mesures qu'il compte mettre en œuvre pour éviter un accident similaire.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet